

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3826

[C – 2007/29258]

**6 JUILLET 2007. — Décret créant le "Bureau international Jeunesse"
au sein du Commissariat général aux Relations internationales (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Création et missions

Article 1^{er}. Il est créé au sein du Commissariat général aux Relations internationales un service à gestion distincte dont la dénomination est "Bureau international Jeunesse".

Le Bureau international Jeunesse a pour mission de gérer les différents programmes de mobilité des jeunes en matière d'échange et de formation.

Dans le cadre de sa mission, le Bureau international Jeunesse, en collaboration avec le service du Ministère de la Communauté française en charge de la politique de la jeunesse, accomplit notamment les tâches suivantes :

1° Assurer la mise en œuvre, la gestion administrative et comptable, le suivi, le contrôle et l'évaluation des programmes visés à l'alinéa 2 du présent article;

2° Organiser les appels à candidatures et les appels à projets;

3° Organiser les procédures d'attribution d'aides aux projets, dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement;

4° Assurer le traitement et le suivi des interventions européennes et internationales, en matière de politique de jeunesse;

5° Assurer la gestion financière des crédits, quelle que soit leur provenance, accordés au titre de l'aide aux projets concernés par les programmes européens et internationaux de mobilité et d'échange;

6° Procéder au recouvrement des fonds indûment versés;

7° Développer et identifier de nouveaux partenariats dans le cadre des programmes de mobilité et d'échanges des jeunes.

Art. 2. Le Bureau international Jeunesse dispose, dans l'exercice de ses missions, d'une autonomie dans la gestion financière et comptable de l'ensemble de ses ressources.

Il assure la bonne gestion financière des crédits versés par l'Union européenne au titre de l'aide aux projets concernés par les programmes européens "Jeunesse en Action".

CHAPITRE II. — Organisation et gestion

Section I^{re}. — Comité de gestion

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé un Comité de gestion composé de sept membres répartis comme suit :

1° Deux représentants du Ministère de la Communauté française;

2° Deux représentants du Commissariat général aux Relations internationales;

3° Un représentant du ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions;

4° Un représentant du ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions;

5° Le responsable du Bureau international Jeunesse visé à l'article 8.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont désignés par le Gouvernement, sur proposition respectivement du Secrétaire général de la Communauté française et du Commissaire général du Commissariat général aux Relations internationales. Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, sont désignés par le Gouvernement, sur proposition respectivement du ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions et du ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions.

Le Gouvernement désigne également, parmi les membres du Comité de gestion, le président et le vice-président de celui-ci. En alternance tous les ans à dater de l'installation du Comité de Gestion, la présidence et la vice-présidence sont assurées respectivement par un membre visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, et un membre visé à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Le responsable du Bureau international Jeunesse peut se faire représenter au Comité de gestion par le responsable adjoint du Bureau international Jeunesse.

§ 2. L'inspecteur des finances assiste au Comité de gestion avec voix consultative.

Art. 4. Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement du Comité de gestion.

Celui-ci établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Chaque année avant le 30 juin, le Comité de gestion remet au Parlement et au Gouvernement de la Communauté française un rapport des activités du Bureau international Jeunesse de l'année écoulée.

Section II. — Comité d'orientation

Art. 5. Il est créé un Comité d'orientation composé de treize membres :

- 1° Les sept membres du Comité de gestion;
- 2° Deux représentants du Conseil de la Jeunesse d'expression française;
- 3° Deux représentants de la Commission consultative des organisations de jeunesse;
- 4° Deux représentants de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes.

Le Gouvernement désigne les membres du Comité d'orientation visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3°, et 4°, sur proposition de leurs organes respectifs.

Le vice-président du Comité de gestion assure la présidence du Comité d'orientation. La vice-présidence est assurée par le Président du Comité de gestion.

Art. 6. Le Comité d'orientation est chargé de formuler une fois par an des recommandations sur les axes de la politique internationale de jeunesse.

Il donne également, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question en matière de politique internationale de jeunesse.

Section III. — Commissions consultatives

Art. 7. § 1^{er}. Il est créé une commission consultative pour le programme "Jeunesse en Action".

Cette commission consultative est chargée d'émettre des propositions sur le choix des projets d'échange.

La Commission consultative est composée de neuf membres désignés par le Gouvernement et répartis comme suit :

- 1° Un représentant du Ministère de la Communauté française;
- 2° Un représentant du Commissariat général aux Relations internationales;
- 3° Le responsable de la gestion journalière ou le membre du personnel du Bureau international Jeunesse que celui-ci propose;
- 4° Deux représentants du Conseil de la Jeunesse d'expression française;
- 5° Deux représentants de la Commission consultative des organisations de jeunesse;
- 6° Deux représentants de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes.

Le Gouvernement désigne les membres de la Commission consultative visés à l'alinéa 3, 4°, 5° et 6°, sur proposition de leurs organes respectifs.

Elle établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Ce règlement prévoit notamment :

- 1° Les règles concernant la convocation de la Commission consultative;
- 2° Les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° Le quorum de présence et le quorum de vote;
- 4° La périodicité des réunions;
- 5° Les modalités selon lesquelles sont rendus les avis ou les recommandations.

§ 2. Le Gouvernement peut créer d'autres commissions consultatives dont il arrête la composition, la compétence et les règles de fonctionnement.

Section IV. — Gestion journalière

Art. 8. La gestion journalière du Bureau International Jeunesse est assurée par son responsable.

Celui-ci ainsi que le responsable adjoint sont désignés par le Gouvernement, sur proposition du ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions et du ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions.

Le responsable du Bureau International Jeunesse rend compte de sa gestion journalière au Comité de gestion.

CHAPITRE III. — Budget

Art. 9. Au sein du budget du Commissariat général aux Relations internationales, le budget du Bureau International Jeunesse, établi par le Comité de gestion, est identifié.

Le budget visé à l'alinéa 1^{er} distingue en recettes :

- 1° Les moyens inscrits au budget de la Communauté française;
- 2° Les recettes relatives aux programmes européens et internationaux;
- 3° Les produits financiers des comptes spécifiques ouverts pour recevoir les subventions de la Commission européenne;
- 4° Les dons et les legs;
- 5° L'éventuel solde à reporter.

Le budget distingue en dépenses :

- 1° Les frais de fonctionnement;
- 2° Les frais d'acquisition;
- 3° Les frais d'évaluation;
- 4° Les frais de personnel;
- 5° Les frais divers.

Les montants des dépenses sont limités par les montants des recettes.

Les reports sont autorisés.

CHAPITRE IV. — *Ressources*

Art. 10. Outre les moyens financiers visés à l'article 9, le Bureau international Jeunesse dispose de moyens en nature mis à sa disposition par le Commissariat général aux Relations Internationales et par les Services du Gouvernement.

Le Bureau international Jeunesse dispose également du personnel nécessaire à son bon fonctionnement. Celui-ci est composé de membres du personnel du Commissariat général aux Relations internationales. Il peut comprendre des membres du personnel des services de la Communauté française mis gratuitement à sa disposition.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 11. § 1^{er}. Chaque membre du Comité de gestion visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, peut exercer un recours motivé dans un délai de quatre jours ouvrables auprès du Gouvernement contre toute décision du Comité de gestion qu'il estime contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements, aux orientations de politique internationale de jeunesse décidées par le Gouvernement, ou à l'intérêt général.

Ce recours suspend la décision. Le membre qui exerce le recours notifie celui-ci, dans le même délai, au Comité de gestion.

§ 2. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise pour autant que le membre qui exerce le recours y ait été régulièrement convoqué ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

§ 3. Si dans un délai de vingt jours francs prenant cours le même jour que le délai dont disposent les membres pour introduire leur recours, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive.

§ 4. Par décision du ministre qui a les Relations internationales ou la jeunesse dans ses attributions, le délai visé au § 3 peut être augmenté de dix jours francs.

§ 5. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement au Comité de gestion.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2007, à l'exception de l'article 9, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juillet 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2006-2007 :*

Documents du Conseil. — Proposition de décret, n° 422-1. — Rapport, n° 422-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 3 juillet 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3826

[C — 2007/29258]

6 JULI 2007. — Decreet tot oprichting van het « Bureau international Jeunesse » (Internationaal Bureau voor de Jeugd) binnen het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en opdrachten*

Artikel 1. Binnen het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België wordt een dienst met afzonderlijk beheer opgericht, waarvan de benaming « Internationaal bureau voor de jeugd » is.

Het Internationaal bureau voor de jeugd heeft als opdracht de verschillende mobiliteitsprogramma's voor jongeren inzake uitwisseling en opleiding te beheren.

In het kader van zijn opdracht, vervult het Internationaal bureau voor de jeugd, in samenwerking met de dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, belast met het jeugdbeleid, inzonderheid de volgende taken :

1° de uitvoering, het administratief en boekhoudkundig beheer, het opvolgen, de controle en de evaluatie van de programma's bedoeld in het tweede lid van dit artikel;

- 2° de oproep tot kandidaatstelling en de oproep tot projecten organiseren;
- 3° de procedures voor de toekenning van steun voor projecten, met inachtneming van de beginselen inzake doorzichtigheid en gelijkheid bij de behandeling;
- 4° het behandelen en opvolgen van de Europese en internationale initiatieven inzake jeugdbeleid;
- 5° het financieel beheer van de kredieten, van ongeacht welke oorsprong, toegekend als steun voor de projecten die vallen onder de Europese en internationale programma's inzake mobiliteit en uitwisseling;
- 6° de ten onrechte uitgekeerde steungelden invorderen;
- 7° nieuwe samenwerkingsverbanden ontwikkelen en bepalen in het kader van de programma's voor de mobiliteit en de uitwisseling van jongeren.

Art. 2. Het Internationaal bureau voor de jeugd is, bij de uitoefening van zijn opdrachten, autonoom voor het financieel en boekhoudkundig beheer van het geheel van zijn geldmiddelen.

Het zorgt voor het goede financieel beheer van de kredieten die door de Europese Unie worden uitgekeerd als steun voor de projecten die vallen onder de Europese programma's « Jeugd in Actie ».

HOOFDSTUK II. — *Organisatie en beheer*

Afdeling I. — Beheerscomité

Art. 3. § 1. Er wordt een beheerscomité opgericht, samengesteld uit zeven leden die worden verdeeld als volgt :

- 1° twee vertegenwoordigers van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° twee vertegenwoordigers van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen;
- 3° een vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren;
- 4° een vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de jeugd behoort;
- 5° de verantwoordelijke voor het Internationaal bureau voor de jeugd bedoeld in artikel 8.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden door de Regering benoemd, op de voordracht van respectievelijk de secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap en van de commissaris-generaal van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen. De leden bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, worden door de Regering benoemd, op de voordracht van, respectievelijk, de minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren en de minister tot wiens bevoegdheid de jeugd behoort.

De Regering benoemt eveneens, onder de leden van het beheerscomité, de voorzitter en de ondervoorzitter ervan. Elk jaar, vanaf de datum van de installatie van het beheerscomité, worden het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap respectief door een lid bedoeld in het eerste lid, 1°, en een lid bedoeld in het eerste lid, 2° beurtelings uitgeoefend.

De verantwoordelijke voor het Internationaal bureau voor de jeugd kan zich bij het beheerscomité laten vertegenwoordigen door de adjunct-verantwoordelijke voor het Internationaal bureau voor de jeugd.

§ 2. De inspecteur van Financiën woont de vergaderingen van het beheerscomité met raadgevende stem bij.

Art. 4. De Regering stelt de nadere regels voor de werking van het beheerscomité vast.

Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat het de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Elk jaar, vóór 30 juni, legt het beheerscomité het Parlement en de Regering van de Franse Gemeenschap een verslag voor over de activiteiten van het Internationaal bureau voor de jeugd van het afgelopen jaar.

Afdeling II. — Oriëntatiecomité

Art. 5. Er wordt een oriëntatiecomité opgericht, samengesteld uit dertien leden :

- 1° de zeven leden van het beheerscomité;
- 2° twee vertegenwoordigers van de Franstalige jeugdraad;
- 3° twee vertegenwoordigers van de adviescommissie voor de jeugdorganisaties;
- 4° twee vertegenwoordigers van de adviescommissie voor de jongerenhuizen en de jongerencentra.

De Regering benoemt de leden van het oriëntatiecomité bedoeld in het eerste lid, 2°, 3°, en 4°, op de voordracht van hun respectieve organen.

De ondervoorzitter van het beheerscomité neemt het voorzitterschap van het oriëntatiecomité waar. Het ondervoorzitterschap wordt door de voorzitter van het beheerscomité waargenomen.

Art. 6. Het oriëntatiecomité wordt ermee belast één keer per jaar aanbevelingen te formuleren over de richtlijnen inzake internationaal jeugdbeleid.

Het brengt eveneens, ofwel op eigen initiatief ofwel op aanvraag van de Regering, zijn advies uit over elk vraagstuk in verband met het internationaal jeugdbeleid.

Afdeling III. — Adviescommissies

Art. 7. Er wordt een adviescommissie voor het programma « Jeugd in Actie » opgericht.

Die adviescommissie wordt ermee belast voorstellen te doen over de keuze van de uitwisselingsprojecten.

De adviescommissie is samengesteld uit negen leden, die door de Regering worden benoemd, en die worden verdeeld als volgt :

- 1° een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° een vertegenwoordiger van het Commissariaat-generaal voor de internationale betrekkingen;
- 3° de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer of het personeelslid van het Internationaal bureau voor de jeugd, dat dit bureau voordraagt;
- 4° twee vertegenwoordigers van de Franstalige Jeugdraad;
- 5° twee vertegenwoordigers van de adviescommissie voor de jeugdorganisaties;
- 6° twee vertegenwoordigers van de adviescommissie voor de jeugdhuizen en de jeugdcentra.

De Regering benoemt de leden van de adviescommissie bedoeld in het derde lid, 4°, 5° en 6°, op de voordracht van hun respectieve organen.

Ze stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

Dat reglement omvat inzonderheid :

- 1° de regels voor de bijeenroeping van de adviescommissie;
- 2° de regels voor de inschrijving van de punten op de agenda;
- 3° het quorum van de aanwezige leden en het quorum van de uit te brengen stemmen;
- 4° de periodiciteit van de vergaderingen;
- 5° de nadere regels volgens welke de adviezen en aanbevelingen worden uitgebracht.

§ 2. De Regering kan andere adviescommissies oprichten, waarvan ze de samenstelling, de bevoegdheid en de werkingsregels vaststelt.

Afdeling IV. — Dagelijks beheer

Art. 8. Het dagelijks beheer van het Internationaal bureau voor de jeugd wordt door zijn verantwoordelijke waargenomen.

Die verantwoordelijke alsook de adjunct-verantwoordelijke worden door de Regering benoemd, op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren en van de minister tot wiens bevoegdheid de jeugd behoort.

De verantwoordelijke voor het Internationaal bureau voor de jeugd geeft het beheerscomité rekenschap van zijn dagelijks beheer.

HOOFDSTUK III. — Begroting

Art. 9. De begroting van het Internationaal bureau voor de jeugd, vastgesteld door het beheerscomité, wordt afzonderlijk uitgetrokken op de begroting van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen.

De begroting bedoeld in het eerste lid heeft de volgende ontvangsten :

- 1° de geldmiddelen die op de begroting van de Franse Gemeenschap worden uitgetrokken;
- 2° de ontvangsten in verband met de Europese en internationale programma's;
- 3° de financiële opbrengsten van de specifieke rekeningen die worden geopend om subsidies van de Europese Commissie te ontvangen;
- 4° de giften en legaten;
- 5° het eventueel over te dragen saldo.

De begroting heeft de volgende uitgaven :

- 1° de werkingskosten;
- 2° de aanschaffingskosten;
- 3° de evaluatiekosten;
- 4° de personeelskosten;
- 5° de diverse kosten.

De bedragen van de uitgaven worden door de bedragen van de ontvangsten beperkt.

De overdrachten worden toegelaten.

HOOFDSTUK IV. — Inkomsten

Art. 10. Naast de geldmiddelen bedoeld in artikel 9, beschikt het Internationaal bureau voor de jeugd over geldmiddelen in natura die ter beschikking worden gesteld door het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen en door de Diensten van de Regering.

Het Internationaal bureau voor de jeugd beschikt eveneens over het personeel dat noodzakelijk is voor de goede werking ervan. Dit personeel is samengesteld uit de personeelsleden van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen. Het kan personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap omvatten die gratis ter beschikking worden gesteld.

HOOFDSTUK V. — Controle

Art. 11. § 1. Ieder lid van het beheerscomité bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 3° en 4°, kan een met redenen omkleed beroep indienen binnen een termijn van vier werkdagen bij de Regering tegen elke beslissing van het beheerscomité die het strijdig acht met de wetten, decreten, besluiten en verordeningen, met de richtlijnen inzake internationaal jeugdbeleid die door de Regering worden beslist, of met het algemeen belang.

Dat beroep schort de beslissing op. Het lid dat het beroep indient, geeft daarvan kennis, binnen dezelfde termijn, aan het beheerscomité.

§ 2. Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop die beslissing werd getroffen, voor zover het lid dat het beroep indient, daar regelmatig toe werd opgeroepen, of, zo niet, vanaf de dag waarop het daarvan in kennis werd gesteld.

§ 3. Indien de Regering, binnen een termijn van twintig volle dagen, die op dezelfde dag ingaat als de termijn waarover de leden beschikken om hun beroep in te dienen, de beslissing niet nietig heeft verklaard, dan wordt deze nietigverklaring definitief.

§ 4. Bij beslissing van de minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen of de jeugd behoren, kan de in § 3 bedoelde termijn met tien volle dagen worden verlengd.

§ 5. Van de nietigverklaring van de beslissing wordt door de Regering kennis gegeven aan het beheerscomité.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 12. Dit decreet treedt op 1 juli 2007 in werking, met uitzondering van artikel 9, dat op 1 januari 2008 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 juli 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2006-2007 :*

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 422-1. — Verslag, nr. 422-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 3 juli 2007.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[2007/14274]

Mobilité et Sécurité routière Agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur

Par application de l'arrêté royal du 11 mai 2004, relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur, le Ministre de la Mobilité a délivré l'agrément de l'école de conduite, l'autorisation d'exploitation d'unité d'établissement et l'approbation de terrain d'entraînement suivant :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[2007/14274]

Mobiliteit en Verkeersveiligheid Erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen

Bij toepassing van het koninklijk besluit van 11 mei 2004, tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, heeft de Minister van Mobiliteit de volgende erkenning van rijkschool, exploitatievergunning van vestigings-eenheid en goedkeuring van oefenterrein afgeleverd.

<ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro d'agrément de l'école de conduite 2. Date de l'agrément 3. Nom et adresse du siège social de l'école de conduite 4. Dénomination commerciale de l'école de conduite <p style="text-align: center;">—</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Erkenningsnummer van de rijkschool 2. Erkenningsdatum 3. Naam en adres van de maatschappelijke zetel van de rijkschool 4. Commerciële naam van de rijkschool 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro de matricule de l'unité d'établissement 2. Date de l'autorisation d'exploiter l'unité d'établissement 3. Adresse du local destiné à l'administration 4. Adresse du local de cours <p style="text-align: center;">—</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Stamnummer van de vestigings-eenheid 2. Datum van de exploitatievergunning van de vestigingseenheid 3. Adres van het voor de administratie bestemde lokaal 4. Adres van het leslokaal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro de matricule du terrain d'entraînement 2. Date de l'approbation du terrain 3. Adresse du terrain d'entraînement 4. Catégories d'enseignement autorisées <p style="text-align: center;">—</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Stamnummer van het oefenterrein 2. Goedkeuringsdatum van het oefenterrein 3. Adres van het oefenterrein 4. Toegestane onderrichtscategorieën
<ol style="list-style-type: none"> 1. 2555 2. 14.08.07 3. A.H. NV Normaalschoolstraat 1, 9000 Gent 4. Rijkschool A.H. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 2555/01 2. 14/08/07 3. Normaalschoolstraat 1, 9000 Gent 4. Normaalschoolstraat 1, 9000 Gent 	<ol style="list-style-type: none"> 1. T0098 2. 14/08/07 3. Meierij, 9050 Ledeborg 4. B